



Lettre ouverte à Monsieur le maire de Chenevelles, Président de Grand Châtellerault

Poitiers, le 31 juillet 2026

Monsieur,

Nous avons pris connaissance de votre communication du 27 juillet où vous exprimiez votre colère en mettant en cause l'attitude de militant.es de la CGT durant la marche des fiertés rurales 2025.

Cette année 2026, pour la première fois depuis sa création, nous n'avons pas été autorisé.es à tenir de stand CGT durant la marche des fiertés rurales. Vous indiquez dans votre communiqué qu'il a été décidé « de ne plus autoriser de tracteur pour les syndicats ». Je tiens à vous préciser que les syndicats patronaux eux, sont bien présents, et que c'est grâce à la confédération paysanne que nous avons réussi les années précédentes à faire un char pour la marche des fiertés rurales.

Ainsi, en 2025, le tracteur de la confédération paysanne et sa remorque, ont permis à notre syndicat de salarié.es, de participer pleinement à la manifestation. Nous y avons fait monter l'association « Organisation de Solidarité Trans » et, bien sûr, accueilli toutes celles et ceux qui portent les mêmes revendications que nous, et qui ont notamment pour objectifs la lutte contre toutes les discriminations ainsi que la lutte pour la paix et le désarmement.

Vous n'êtes pas sans savoir, monsieur le maire-président, que le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu, était et est toujours entrain de coloniser la Cisjordanie tout en réalisant un génocide à Gaza.

C'est pourquoi, les plus sensibilisé.es à la justice et à la paix ne peuvent rester silencieuses et silencieux quand une grande entreprise française, Carrefour, qui participe activement au financement de la colonisation illégale, est présente sur la marche des fiertés rurales à Chenevelles. (cf <https://www.ldh-france.org/liens-du-groupe-carrefour-avec-la-colonisation-israelienne/>)

Nous avons appris que l'éviction de la CGT a eu lieu en échange du maintien de la participation financière de Carrefour à la fête de Chenevelles.

Nous comprenons que votre choix a été plus dicté par l'argent que par les valeurs que devrait porter la Marche des Fiertés. Nous sommes nous-même soumis à des contraintes financières et par des choix politiques à mener, pourtant nos décisions seront toujours nourries par nos valeurs.

La CGT continuera de dénoncer le génocide à Gaza, continuera de se battre pour les droits des personnes de la communauté LGBTQIA+, continuera de lutter contre le patriarcat et contre le capitalisme, conformément à ses statuts et ses valeurs.

Ce qui nous gêne le plus dans votre communiqué, monsieur le maire président c'est :

- que vous soyez plus gêné par la distribution de tracts de la CGT dans un évènement public que par le « pinkwashing » marketing ou politique,
- que vous stigmatisiez LFI dans votre prose alors qu'en 2025, il n'y avait aucun élément permettant de faire ce lien, (il nous semble que sur notre char, il y avait des militants aux sensibilités politiques anarchistes, communistes, socialistes, écologistes qui chantaient tous en cœur devant le stand de Carrefour « Free Palestine »).
- que votre communiqué entraîne une vague de commentaires tels que « pas de politique à la marche des fiertés rurales » ...Or, vous êtes un homme politique, vous invitez des femmes et des hommes politiques, et par essence, les marches des fiertés sont des moments de revendications politiques (dépenalisation de l'homosexualité, mariage pour tous, etc...)

Nous ne pouvons qu'apprécier que les batailles pour les droits des personnes LGBTQIA+ et celles contre toutes les autres discriminations soient transpartisanes. Elles n'en restent pas moins des batailles sociales, sociétales et politiques.

La CGT continuera à participer à ces batailles, comme elle le fait quotidiennement sur les lieux de travail depuis près de 130 ans. Nous espérons que le débat politique constructif n'est pas de faire de la marche des fiertés rurales une fête de l'extrême centre (https://fr.wikipedia.org/wiki/Extr%C3%A4me_centre), et qu'elle permettra de continuer à animer le débat d'idées sur les moyens qui doivent être investis pour lutter contre les discriminations, dans la ruralité, comme dans les villes.

L'Union Départementale des syndicats CGT de la Vienne reste à votre disposition, monsieur le maire-président, pour échanger sur le sujet.

Très cordialement,

Julien Hémon

Secrétaire Général UD CGT 86